

Affronter la houle sur un radeau plein de trous

Aurélie Lanctôt

Numéro 329, hiver 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94650ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lanctôt, A. (2021). Affronter la houle sur un radeau plein de trous. *Liberté*, (329), 5–5.

Affronter la houle sur un radeau plein de trous

Au moment d'écrire ces lignes, le Québec se tient dans l'âtre de la « deuxième vague » de la pandémie de covid-19. Après une rentrée scolaire marquée par l'incertitude et la désorganisation, les indicateurs sont déjà au rouge. Chacun se prépare le cœur lourd à dire au revoir aux soupers entre amis sur les terrasses, aux après-midis au parc, à la piscine, aux plages, à la nature, à tout ce qui, durant l'été, nous a permis de dissiper l'angoisse et l'ennui du confinement. S'apprête-t-on vraiment à passer l'hiver entre quatre murs ? La seule évocation d'un tel scénario suffit à nouer la gorge. Pour affronter cette deuxième vague, les familles, les enfants, les personnes pauvres et vulnérables, les gens qui ont vécu la première vague comme une véritable épreuve mentale recevront-ils un soutien adéquat, ou décrètera-t-on n'avoir « plus les moyens » de verser des allocations, d'offrir des services à ceux qui en ont le plus besoin ? Assistera-t-on au moment honteux où l'on choisira de laisser, tout bonnement, des gens derrière ? Après tout, ce ne serait pas la première fois qu'on traite des êtres humains comme des quantités négligeables...

À preuve, on constate ces derniers temps à quel point la gratitude envers les « anges gardiens », qui ont soigné, nourri, lavé, gardé les malades durant la première vague pandémique, était superficielle. Personne n'a oublié les éloges adressés par le premier ministre à ces travailleuses et ces travailleurs essentiels au plus fort de la crise. De véritables héros, disait-on – même si, au même moment, on débitait les prétextes pour éviter d'augmenter durablement leurs salaires et améliorer leurs conditions de travail. Non, personne n'a oublié, mais déjà, c'est le retour du *business as usual*; le retour du mépris et de la précarité normalisés. Une amie conseillère syndicale me disait à la fin du mois de septembre que le personnel de soutien dans les écoles, les concierges en particulier,

était déjà parvenu à un degré d'épuisement comparable à celui atteint à Noël, en temps normal. Le retour en classe a mis sur ces travailleurs et travailleuses une pression considérable : il faut nettoyer, désinfecter, aménager l'espace pour être bien certain que les élèves et les autres membres du personnel courent le moins de risques possible. Mais personne, semble-t-il, n'a pensé à les outiller correctement pour accomplir ces tâches. Il faut désormais faire deux fois plus de travail dans les mêmes délais, avec les mêmes ressources. Pas surprenant qu'on soit à bout de souffle un mois à peine après la rentrée.

Lorsque le gouvernement a appelé la population en renfort, Mamadou Konaté s'est aussitôt précipité, malgré les risques, malgré les conditions difficiles.

C'est la même chose dans le milieu de la santé : des infirmières, des préposées aux bénéficiaires, qui ce printemps ont fait l'impossible pour prodiguer des soins adéquats aux patients (alors même qu'on suspendait leurs conventions collectives et qu'on leur refusait de meilleures conditions de travail), n'ont tout simplement pas la force de retourner « au front ». Ainsi, on amorce la deuxième vague sur fond de pénurie de personnel soignant, et ce, alors même que les hôpitaux ont déjà du mal à fournir. Tout indique cependant que cette pénurie est la conséquence directe d'un manque de

reconnaissance. Si on n'avait pas épuisé et malmené le personnel soignant pendant des années, on n'en serait pas là.

Et bien sûr, il y a les cas carrément révoltants, tellement grossiers qu'on ne saurait les inventer. Le 23 septembre, le député solidaire de Laurier-Dorion Andrés Fontecilla poussait un cri du cœur sur sa page Facebook, en partageant l'histoire de Mamadou Konaté, un demandeur d'asile ivoirien désormais détenu dans un camp de détention pour migrants à Laval, après avoir passé le printemps à travailler comme préposé à l'entretien dans le réseau de la santé. Lorsqu'au mois d'avril, le gouvernement a appelé la population en renfort, Konaté s'est aussitôt précipité, malgré les risques, malgré les conditions difficiles. Mais comme il n'occupait pas un emploi qualifié, cela n'a pas suffi pour obtenir la régularisation de son statut et, à moins d'une intervention expresse, il sera déporté sous peu. De nombreuses voix s'élèvent pour sommer le gouvernement d'empêcher une pareille injustice – et on espère franchement que le bon sens triomphera dans cette affaire. On pense aussi, non sans tristesse, que Mamadou Konaté n'est pas un cas isolé. Combien d'hommes et de femmes, dans les derniers mois, ont accompli des tâches essentielles et pénibles dans l'espoir d'être reconnus par la société québécoise ? De quel droit notre société lève-t-elle le nez sur leur contribution ?

En définitive, le portrait est bien sombre : non seulement les institutions et les services publics ont été dangereusement fragilisés au cours des deux dernières décennies, mais on fait porter le poids de ce saccage aux travailleurs les plus précaires de notre société. Nous nous apprêtons à affronter une deuxième vague pandémique sur un radeau plein de trous et, comble de l'ironie, on a remis les avirons à ceux qui n'ont ni le temps, ni l'énergie, ni le luxe de s'en indigner. ●

— Aurélie Lanctôt